

# RECONSTRUIRE LA COHÉSION SOCIALE DANS LES ANCIENS QUARTIERS INDUSTRIELS DE WALLONIE – FAIRE FACE À LA PRÉCARITÉ PAR UNE APPROCHE DES DROITS SOCIAUX ?

MARTIN WAGENER – PROF DE SOCIOLOGIE

**XXXI Congreso internacional REFUTS**  
**Universidad Zaragoza**



*Centre de recherche interdisciplinaire Travail, État, Société*

---

# PLAN

- 
- Quelle vision de développement ?
    - état d'investissement social - Social investment state
    - Plan Marshall 4.0
    - Politique urbaine intégrée
    - Politique de cohésion sociale
  - Approche et travail de terrain
  - Description du contexte
  - Acteurs locaux de la politique de cohésion sociale
  - Entre reconnaissance et redistribution



# I. QUELLE VISION DE DÉVELOPPEMENT ?



---

# PLUSIEURS ORIENTATIONS

- 
- Développement économique
  - Développement territorial
  - Développement communautaire
  - ? Développement social
- 
- Zones d'initiatives privilégiées
- 
- Trois tendances étudiés
    - ⇒ état d'investissement social - Social investment state
    - ⇒ Plan Marshall 4.0
    - ⇒ Politique urbaine intégrée

# HISTORIQUE

## Transformation de travail social

- Venant de l'assistance aux pauvres du Xxè siècle
- CAP – Comissions d'Assistance Publique – 1925 (précurseurs des CPAS -1974)
- Etat d'assurance
- Approche plutôt individuelle

## Des expériences de développement communautaire

- Mouvements sociaux d'ouvriers
- Mouvements auto-gestionnaires
- Éducation permanente
- Action collectives dans certaines quarteirs (cf. Marolles)

# LA PROTECTION SOCIALE EN QUESTION

- à.p.d. années 1970: le travail social a été attaqué par des critiques radicales dénonçant l'action stigmatisante et normalisatrice vis-à-vis de son public.  
*« Les travailleurs sociaux étaient alors définis comme les complices « objectifs » du maintien de l'ordre social au sens policier du terme ! » ; on disait qu'« assister, c'est exclure »*
- Questionnement sur les « effets pervers » de l'État-providence qui piège les individus dans les catégories de l'assistance.
  - réduire la solidarité pour activer???

CRITIQUE DES  
POLITIQUES  
SOCIALES –EN  
GROS 4 FORMES

---

Budgétaire – les politiques sociales vues comme  
dépense (et non comme investissement social)

---

Inactivité des assistés

---

Solidarité régionale/nationale « casse » les  
solidarités plus locales (quartier, rue, famille, etc.)

---

CPAS: Caisse de distribution éloignée des  
bénéficiaires

# I. LA TROISIÈME VOIE

- Après 89, monde globalisé – fin des grandes idéologies (socialisme et libéralisme) ?
- Une nouvelle politique plus « pragmatiste » qui dépasse le clivage gauche/droite?
- Giddens - sociologue
  - Stratégie social-démocrate en réponse au néo-libéralisme de Thatcher
  - puis Blair, Clinton, Schröder, Verhofstadt-Vandenbroucke, etc.
- Remise en cause du modèle classique de protection sociale
- **État-investisseur** : « redistribution des possibilités » - donner des chances à la participation
  - par opposition à la redistribution des richesses
- Affirmation des devoirs des citoyens (à côté de leurs droits)
- Pensée en faveur de l'investissement dans le capital humain (prévention) au détriment de l'indemnisation (compensation).
- Importance de l'éducation
- Attitude pro-active de prévention des risques sociaux

# PIIS – L'ACTIVATION PAR PROJET

- 1976 – Aide sociale généraliste (Centres publics d'assistance sociale)
- loi Minimex 1993 - projet individualisé d'insertion
- loi sur le droit à l'intégration sociale 2002 - **projet individualisé d'intégration sociale (PIIS)** pour les jeunes (assistance devient action sociale)
- 2014-2015 – Annonce de l'extension du projet individualisé d'intégration sociale à d'autres catégories de bénéficiaires
- « Les usagers sont d'accord avec la notion de droits et de devoirs qu'implique la signature d'un PIIS et sont disposés à fournir une contrepartie mais ils relèvent aussi les côtés négatifs tels que le rapport de force inégal, leur position de dépendance, l'inadaptation du contrat à leur situation personnelle et l'absence de réciprocité ». Wastchenko, 2016

# DURCISSEMENT RÉCENTE DU CONTEXTE

- Différentes visions du PIIS
- Débat sur la radicalisation et le secret professionnel (ou mise en question de ce dernier)
- Activation – remise au travail des malades vs « chasse » aux invalides
- Epargne dans le système de santé vs casse de notre système de santé
- Chasse aux sans-papiers, supposés fraudeurs, etc.
- Discours stigmatisant (et exagéré) sur la fraude sociale
- Eparpillement et mise sous tutelle du « projet » du financement d'une partie du non-marchand (le côté sombre de « l'innovation sociale »)

## DES CONSÉQUENCES SUR L'ANALYSE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

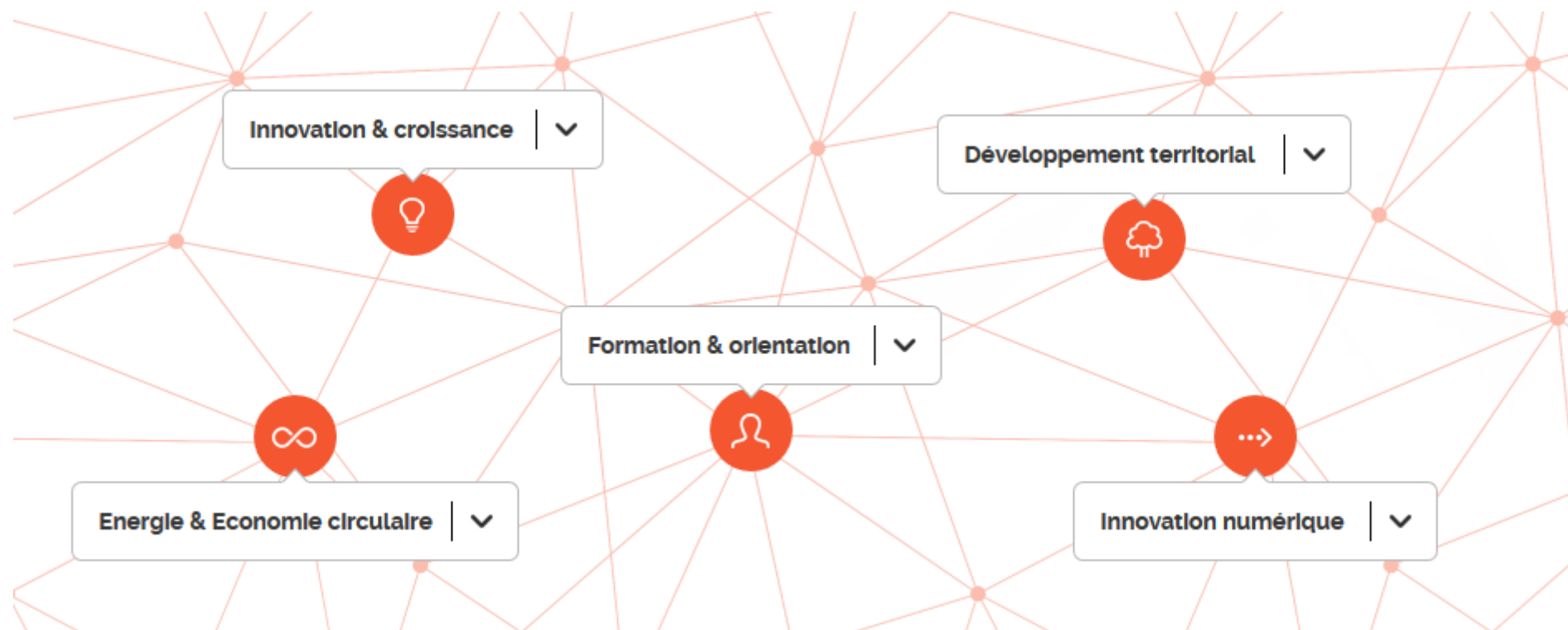
- La structuration de la société en classes semble moins robuste quand on s'éloigne de la société industrielle et quand les inégalités sont emportées par un double mouvement:
  - Les inégalités se multiplient sur des rapports inter-connectés définis par : le sexe, la forme familiale, l'âge, la génération, la qualification, le mode de vie, l'origine ethnique et culturelle...
  - Passage d'une égalité des places et des positions à une égalité des chances qui « *promet* » à ceux qui le méritent d'atteindre toutes les positions, aussi inégales soient-elles ».

⇒ rendre compte des discriminations (ou injustices) qui empêchent d'atteindre différentes positions sociales

# UNE APPROCHE MULTI-SECTORIELLE DE L'ACTION SOCIALE

- Comprendre la catégorisation et l'aide apportée à travers des réseaux multi-sectoriels
  - Protection sociale
  - Travail et insertion socio-professionnelle
  - Formation
  - Parentalité
  - Accueil de la petite enfance
  - Santé
  - Prise en compte des âges de la vie / des parcours de vie

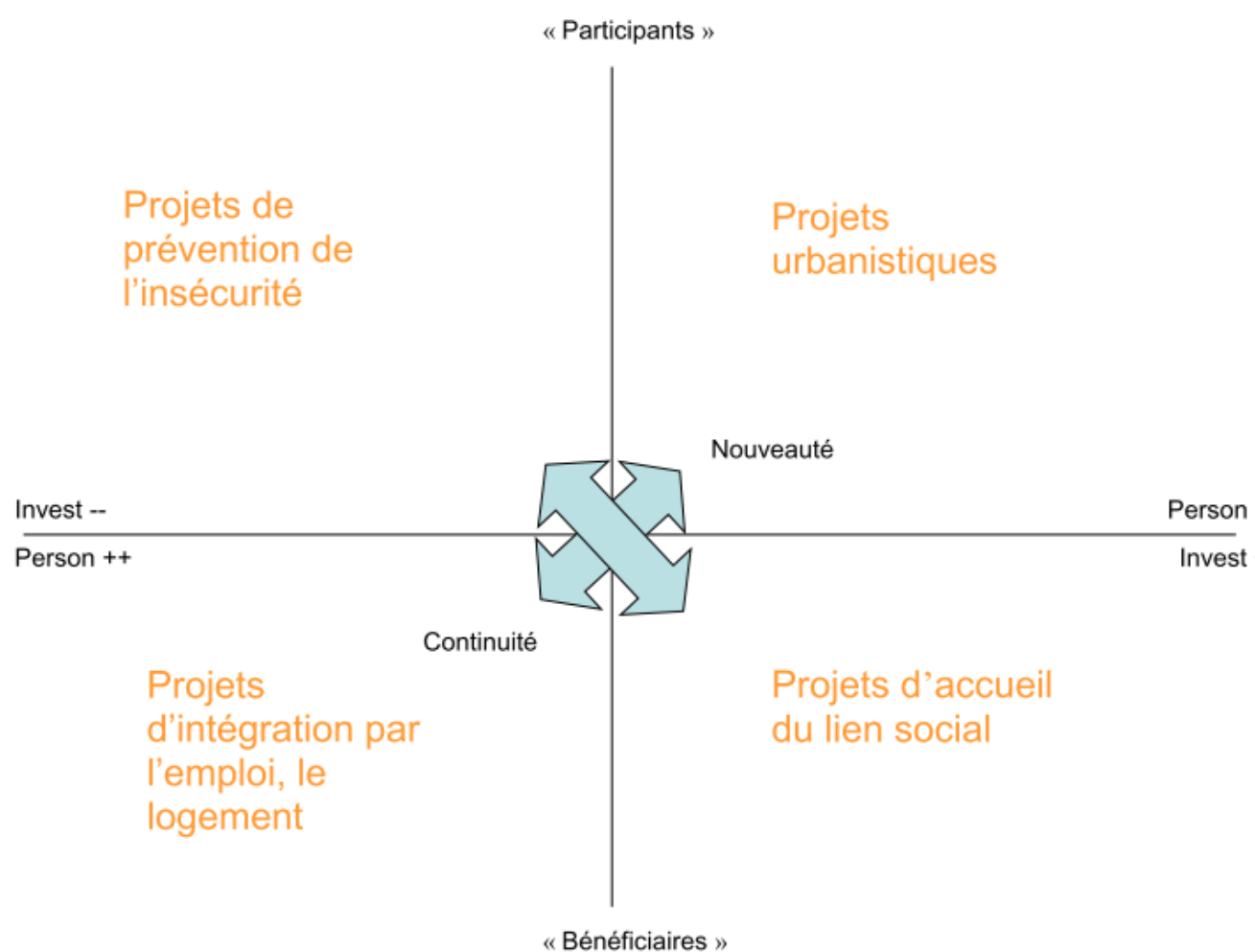
## 2. PLAN MARSHALL 4.0



### 3. LA CHARTE DE LEIPZIG – VERS DES VILLES EUROPÉENNES DURABLES

- Défis européens : changement climatique, numérisation, globalisation, intégration et cohésion sociale
- Approche intégrée entre différentes politiques au sein des espace urbains européens
  - Aspects sociaux, économique et écologiques
  - Coordination – gouvernance urbaine
  - Participation citoyenne et capacitation (empowerment)
  - Investissement public (et privé)
- Intégration de tous les espaces urbains et de tous les habitants
- Lutter contre les inégalités et l'exclusion pour développer le potentiel des villes
- Prévention et sécurité au niveau local
- Economie urbaine (à côté de l'habituel: circulaire, solidaire et sociale)
- Rénovation urbaine
- Services publics
- Innovation – cf. Smart Cities

# UNE RECHERCHE BELGE – 25 RECOMMANDATIONS POUR UNE VILLE DURABLE



# UNE RECHERCHE BELGE – 25 RECOMMANDATIONS POUR UNE VILLE DURABLE - EXTRAITS

*« Comment penser que des projets d'accueil du lien social demeurent indépendants de projets d'intégration par l'emploi et le logement ? Que la prévention de l'insécurité ne trouve pas de place dans les nouveaux projets urbanistiques ? Que l'intégration par l'emploi et le logement et la prévention de l'insécurité ne soit combinées que dans un seul projet sur les 168 existants ? »  
p. 30*

- Les personnes ou les lieux? Des briques ou des projets de vivre-ensemble
- Aspect présent dans la majorité des projets : la diversité et l'interculturalité.
- Assez absent: sans-abrisme (1 projet) et la monoparentalité (même si l'on évoque dans les analyses des quartiers)

# 10 ANNÉES DE LA CHARTE DE LEIPZIG - DÉFIS TOUJOURS PRÉSENTS

- Intégration des migrants
- Qualité de l'air
- Pauvreté urbaine
- Accès au logement
- Economie circulaire
- Emploi et qualification
- Changement climatique
- Changement énergétique
- Usage durable des ressources
- Mobilité
- Évolution numérique
- Gestion urbaine publique innovante

# DES POLITIQUES EUROPÉENNES

- Europe 2020 targets for smart, sustainable and inclusive growth.
  - “Investing in education, training, vocational training and lifelong learning by upgrading infrastructure and equipment”
  - Fonds social européen
  - Initiative pour l’emploi des jeunes
- Différents financements Fonds social européen, Interreg, Feder, etc.
  - Promotion de l’inclusion sociale et de la lutte contre la pauvreté
- Youth Employment Initiative (YEI)
  
- => entre sources de financement et cadre normatif et politique plus ou moins contraignant



# LE CPAS - UN RÔLE SOCIAL CENTRAL ET UNE MULTITUDE DE LEVIERS



# L'HISTOIRE DU CPAS – AU REGARD D'UNE ÉVOLUTION DE LA PENSÉE DES POLITIQUES SOCIALES

- Des Commissions d'Assistance Publique (CAP) au CPAS (A comme Aide) au CPAS (action)
  - RIS et «dernier filet de sécurité »
  - Puis, une longue liste d'aides directes et indirectes nécessaires à la survie des personnes
- ⇒ Une **approche par les droits (logement, travail, culture, vie digne, etc.) visant l'intégration**
  - Une diversification des rôles directes et indirectes
  - et
  - Une remise en question sur plusieurs axes du rôle des CPAS
    - **secret professionnel**
    - **liens avec les communes**
- ⇒ **Des multiples dossiers d'actualité** : Plan wallon de lutte contre la pauvreté, la réforme des aides à l'emploi, le bilan social et plus largement le PHS, les enjeux liés au vieillissement et singulièrement le projet d'assurance autonomie

# DIFFÉRENTS RÔLES POUR LES CPAS

- Voir les fonctions de la charte de Leipzig
  - Une longue liste d'institutions financés directement ou en contact par la concertation sociale (ou ass. ChapXII)
    - Projets de Cohésion sociale
    - Politiques urbaines et de revitalisation de quartiers
    - Economie sociale et solidaire
    - Multiplication des espaces de médiation
    - Contrats de sécurité (et de prévention)
    - Inter-culturalité et intégration
    - Autres secteurs
- ⇒ Obligation de s'auto-coordonner, de trouver des « petits ordres locaux »
- + connaissance et complémentarités
  - conflits politiques (et inter-personelles) qui peuvent tout bloquer



# APPROCHE ET TRAVAIL DE TERRAIN



# 1994 – RAPPORT GÉNÉRAL SUR LA PAUVRETÉ

- Participation des personnes vivant dans la pauvreté
- La question de la citoyenneté et de la reconnaissance des droits fondamentaux devient importante
  - Nécessité d'une meilleure réglementation des organismes publics dans plusieurs domaines:
  - Famille (investissement, rôle des centres publics d'action sociale, prévention.)
  - la santé et l'accès aux soins,
  - les droits du travail (le droit à une activité décente avec le maintien des allocations),
  - la transparence et le respect des priorités des conditions d'attribution des logements sociaux,
  - promouvoir l'habitat,.
  - Cours pour les droits de l'homme et le rejet de la pauvreté dans tous les programmes,
  - Justice, etc.
  -

# STRATÉGIE 2000 DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

- six droits fondamentaux
- revenu
- Santé
- logement
- travail
- éducation
- épanouissement socioculturel

# PLANS DE COHÉSION SOCIALE EN WALLONIE

- Quatre axes d'intervention :
  - Insertion socioprofessionnelle,
  - Logement
  - santé et de la toxicomanie,
  - renforcement des liens sociaux, interculturels et intergénérationnels.
- Coordination des services publics, des CPAS et des ASBLs => Approche réseau
- Évaluation mesuré par un indicateur de l'Institut wallon d'évaluation, de prospective et de statistique (IWEPS) qui prend en compte ces droits fondamentaux ainsi que 3 facteurs de risque (proportion de familles monoparentales, de personnes âgées de plus de 65 ans et de demandeurs d'asile).

# FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION SOCIALE

- Ministère de l'emploi
  - 487 emplois dans 180 municipalités
- Ministère de la cohésion sociale
  - En 2013, 181 communes reçoivent un montant annuel total de 22 millions €
- Cofinancement d'au moins 25 % par les municipalités
- À côté d'autres financements de l'État-providence
  - Différents acteurs : protection sociale, logement, santé, emploi, activités socioculturelles

# UNE RECHERCHE ET UNE ACTION AVEC DIFFÉRENTS PARTENAIRES

- Les 4 communes et le réseau de cohésion sociale
- une asbl de recherche-intervention COMPAS Asbl
- UCLouvain CIRTES
- => financés par le ministère des pouvoirs locaux
-

# PORTÉE DE LA RECHERCHE – JEUNESSE ET COHÉSION SOCIALE

1. Méthodologie
2. Groupes de débat et visites de terrain avec les acteurs du travail social et des historiens
3. Création de cartes informatives par les acteurs de la politique sociale, les organisations privées et les commodités/services locales (ainsi que les « zones problématiques »)
4. 47 entretiens semi-directifs avec différents acteurs locaux (public, ASBL, services communautaires, sports, différentes églises, etc.)
5. 25 entretiens semi-directifs avec des jeunes de la région

**Sandwicherie PIM POM D'OR**  
 Av. E. Herman, 66  
 Fayt-Lez-Manage  
 064 77 57 62

**COIFFURE Classic Mode CM**  
 Grand Bois 17 - Manage  
 064 53 57 38

**COIFFURE Classic Mode**

**siaco**  
 Rue Jean Perrin, 1  
 7170 MANAGE  
 Tel: 064 52 12 20  
 Fax: 064 52 12 21

**Jardins d'Arquennes**  
 Jardiniers - Paysagistes  
 Création, entretien et aménagement  
 des jardins et des pièces d'eau  
 Décorations intérieures et extérieures  
 Plantes vertes et fleurs d'intérieur

**SONORISATION ECLAIRAGE VIDEO**  
 François d'Arcey  
 1 avenue des Abois  
 Manage  
 Téléphone: 0475 80 59 35  
 www.francoisdarcey.be

**CEMEPRE**  
 DAVID BONELLA  
 CENTRE D'ETUDE ET DE METHODE  
 POUR LA PROTECTION  
 DE L'ENVIRONNEMENT  
 19, Rue de la Menuiserie  
 7170 MANAGE  
 Tel: 064 55 69 01  
 Fax: 064 55 69 02  
 www.0475 43 18 15

**Auto-Moto Center**  
 Le spécialiste du Pneû  
 le moins cher de la région  
 0495 107 775 064 73 02 72  
 www.auto-moto-center.be  
 rue de Bascoup 10 - Fayt-Lez-Manage

**TRUC & CIE ATDI**  
 Harry Speed!  
 www.trucetcie.be

**maçonnerie - gros-oeuvre  
 carrelage - plâtrage  
 rénovation - transformation  
 construction neuve**  
 Rue Cirière 8 - 7170 MANAGE  
 064 55 69 01



# 4 THÈMES PRINCIPAUX

1. Travail et autres activités
  - Sens
  - Stratégies de survie
  - Protection sociale
2. Familles, liens sociaux et réseaux de sociabilité
3. Logement et différents espaces
4. Cohésion sociale et bien-être
  - Quelles formes de « vivre ensemble » ?
  - Importance de la communauté, des groupes et des différents mouvements
  - Folklore
  - Stigmatisation, discrimination, vivre séparément dans différentes communautés

# PRÉCARISATION

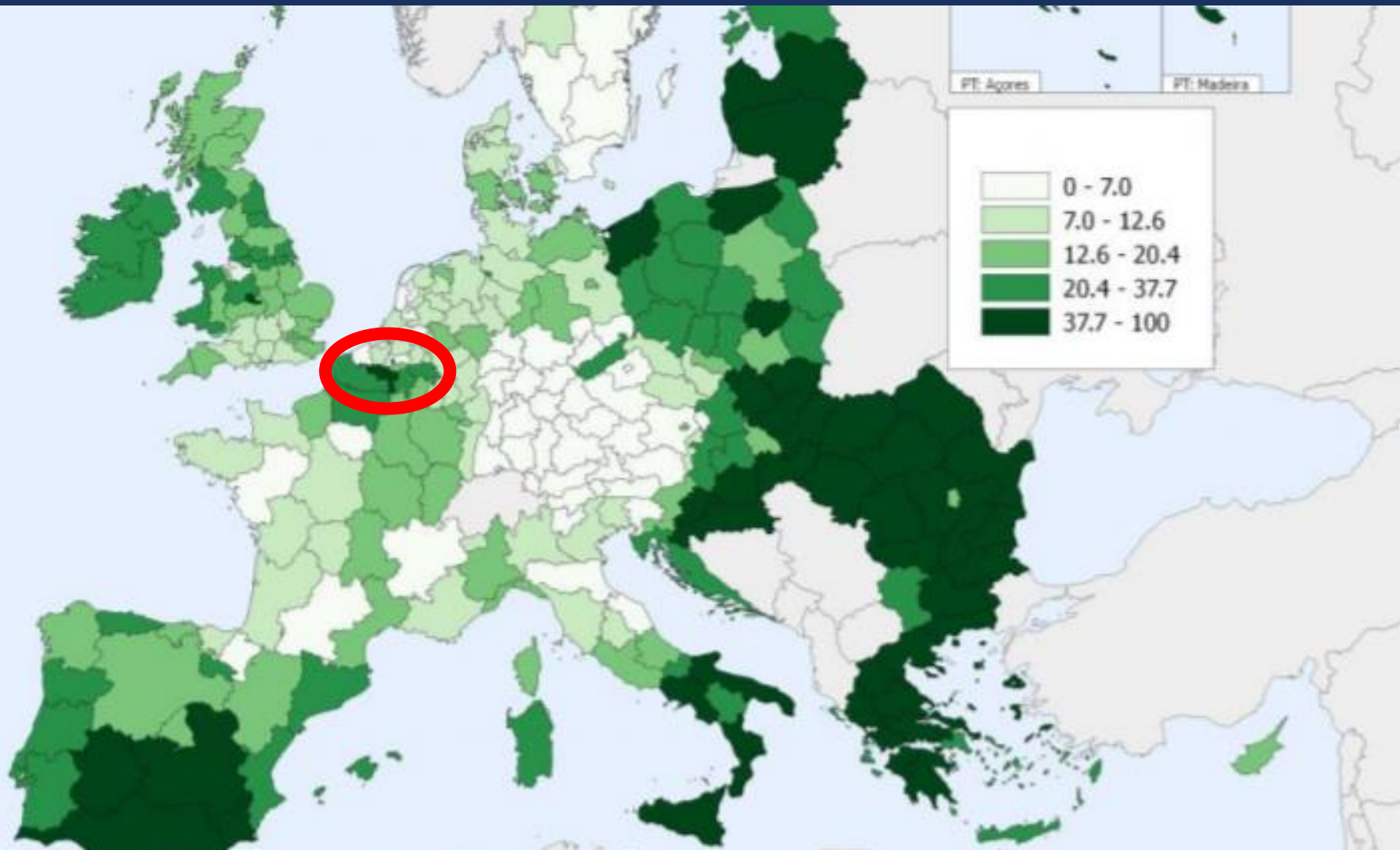
- Un processus complexe qui englobe
    - non seulement les aspects socio-économiques (Castel, 1996),
    - mais concerne aussi le logement (Marpsat, 2008)
    - et la façon dont on construit divers réseaux de sociabilité (Fol, 2010; Pannecoecke et Wagener, 2014).
- => Ces différents aspects se croisent et peuvent se renforcer mutuellement



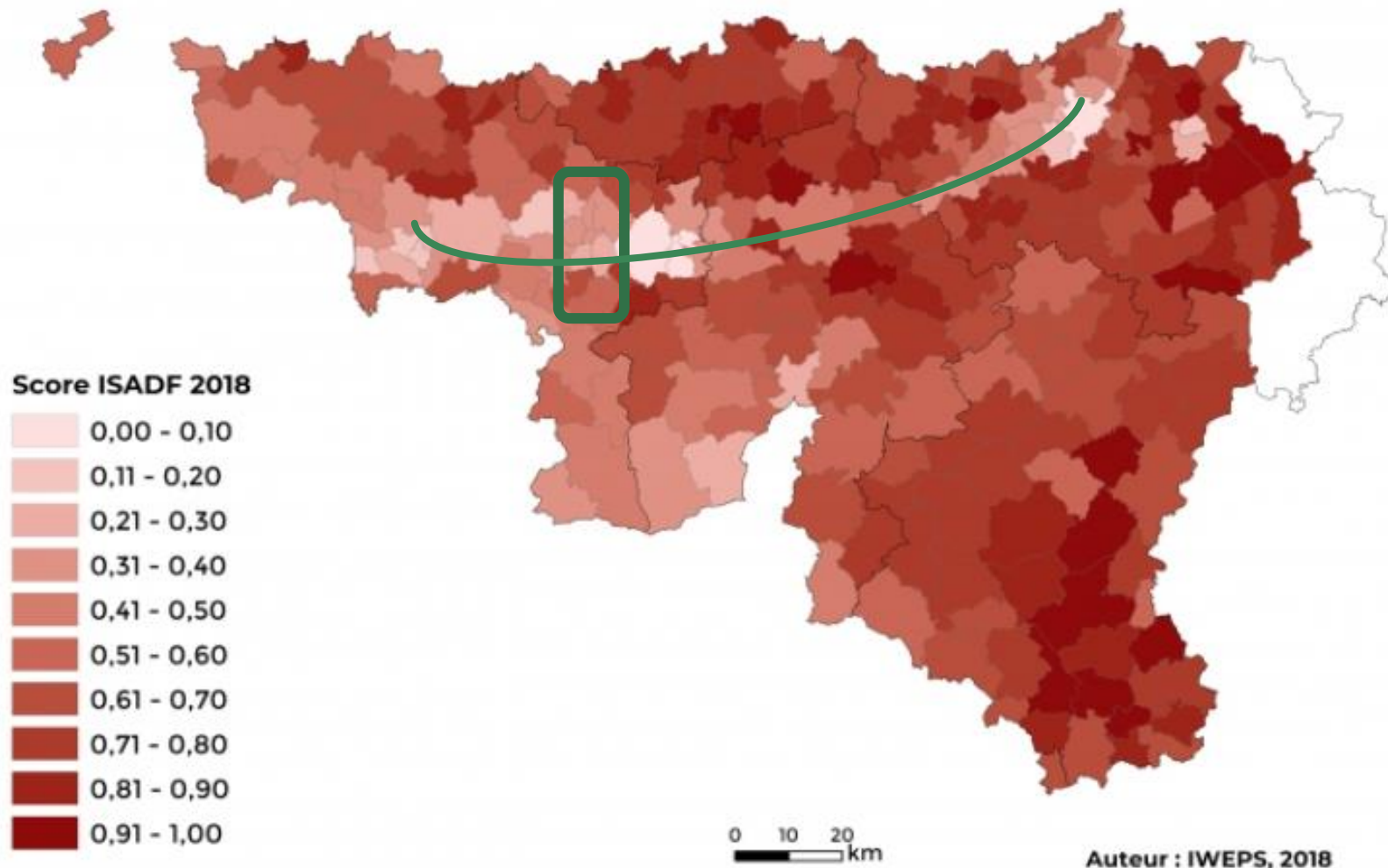
# DESCRIPTION DU CONTEXTE



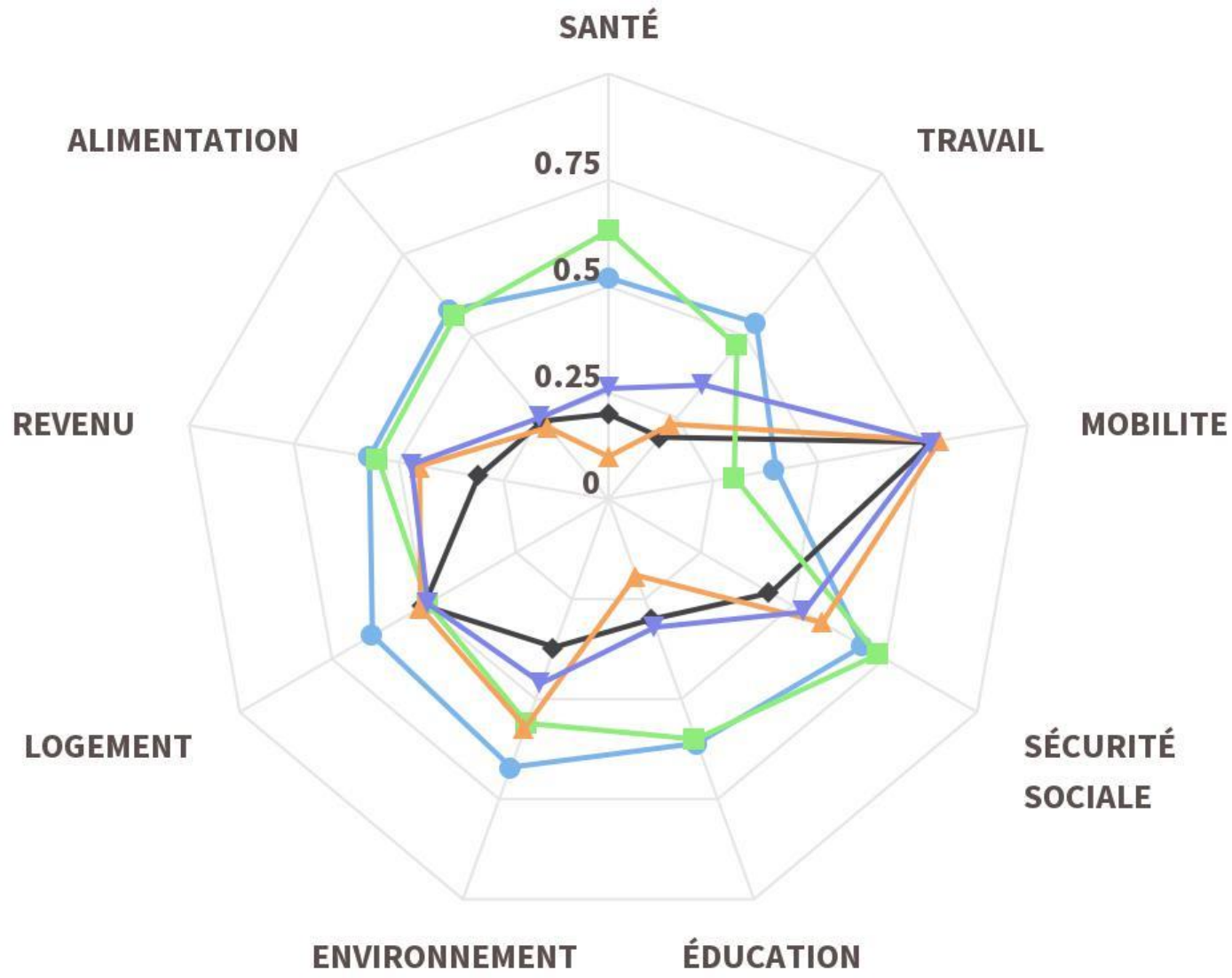
# HUMAN POVERTY INDEX (UN) – WALLONIA/ IN EUROPE



P1 - Probability at birth of not surviving to age 60,  
P2 - Adults lacking functional literacy skills,  
P3 - Population below the income poverty line (50% of median adjusted household disposable income),  
P4 - Rate of long-term unemployment (lasting 12 months or more).



**INDICATOR –  
ACCESS TO  
HUMAN RIGHTS**



## 4 MUNICIPALITÉS

	<b>Chapelle-lez-herlaimont</b>	<b>Seneffe</b>	<b>Manage</b>	<b>Morlanwelz</b>
Population	14 900	11 272	7170	19019
Pat des <20ans	22,6%	23,3%	24,7%	22,4%
Chomage	17,4%	12,4%	19,3%	17,6%
RI	3,7%	2,2%	5,6%	3,5%
Part d'étrangers	15,1% (75% Italian)	6,7%	12,9%	13,8%
Part de logem. public	20%	11%	14,2%	6,1%
Part monoparental	25,8%	17,2%	22,3%	23,4%

# 4 MUNICIPALITÉS

- Passé industriel
- L'une des régions les plus riches d'Europe dans le XIXe
- Des mouvements sociaux forts
  - Logements pour la classe ouvrière (publics et aussi coopératives)
  - Liens entre syndicats et acteurs politiques en faveur de la « société industrielle » (Touraine, Francq)
- Déclin industriel continu depuis les années 70
- Plan Marshall depuis les années 00
  - pour attirer les investisseurs et gérer la politique économique
- Une zone de police – oblige les maires à travailler ensemble
- Une coordination commune du plan de cohésion sociale





Image 15 of 18  
Place de La Hestre -



Image 16 of 18  
Cité Parc de



Image 17 of 18  
Place Roi Baudouin -





# ACTEURS LOCAUX DE LA POLITIQUE DE COHÉSION SOCIALE



# TRAVAIL ET AUTRES ACTIVITÉS

- Le travail et « la société industrielle » ont disparu depuis longtemps
  - Licenciements collectifs passés et présents
  - Travail = > statut social et revenu = activités > et participation sociale
    - Toujours un moyen fort d'intégration sociale
- Forte disparité entre les transports publics orientés vers l'école et la mobilité liée au travail
  - Besoin d'une voiture
- Chômage
  - art60 (emplois financés par la protection sociale): principale représentation de l'accès au travail
  - Trouver un travail local (ou avoir une voiture) – « 10 km, c'est loin »
  - Organiser une session collective pour obtenir un permis de conduire
- Exclusion récente de la protection sociale (différentes réformes gouvernementales concernant l'État social actif)
- De nombreuses situations de pauvreté et d'isolement social

# DE L'ÉCOLE AU TRAVAIL

- Différents opérateurs qui proposent une formation de base, continue et professionnelle
    - Une série (ou beaucoup) d'enfants pauvres à l'école (rien à manger, nourriture périssable, etc.)
    - décrochage scolaire
    - Jeunes ayant un faible niveau de qualification et de connaissances linguistiques
  - CEFA : alternance éducation et formation professionnelle
    - L'expérience de travail et le lien direct avec un employeur sont perçus comme positifs
- ⇒ Questionnement commun : l'éducation scolaire prépare-t-elle à la vie (professionnelle) d'aujourd'hui ?
- Relation entre l'éducation familiale, les services de quartier et l'éducation scolaire

# ENTRE WEL- AND WORKFARE

- 4 CPAS
- Différentes réintégration par le biais d'acteurs de la formation
- Parlez beaucoup de la prévention précoce et du travail de jeunesse (« quand ils viennent frapper à notre porte, il est déjà presque trop tard »)
- La proportion de travailleurs à faible revenu qui demande une aide sociale complémentaire augmente
- Le nombre d'étudiants qui reçoivent une allocation sociale pour étudier est en forte augmentation (dans une municipalité, 80 % des mères monoparentales)
  - Considéré comme le principal levier positif de réintégration

# AUTRES THÉMATIQUES

- Toxicomanie
  - Substances multiples
  - Difficile à percevoir comme une « consommation problématique » ou un « abus »
- Sans-abrisme chez les jeunes et sans-abri caché
  - Les jeunes s'en vont (un fonctionnaire de la municipalité : « il n'y a pas de sans-abri »)
- Stratégies de survie

# TRAVAILLER AVEC LES JEUNES

- Centres de jeunes
  - Une organisation pour travailler avec les jeunes en milieu ouvert
  - 1 travailleur de rue pour trois municipalités
- Les mouvements de jeunesse étaient très importants dans le passé, ils déclinent lentement
- Les mouvements sportifs sont toujours importants
  - (taxi des parents)
- Pourtant, la jeunesse est surtout décrite comme plutôt active...
- ... et certains qui « tiennent les murs », qui font trop de bruit, etc.

L'« espace agora » comme outil principal...

Seulement du sport ?

Des places pour les filles ?



# PARLER DE LA JEUNESSE

- Nouvelles formes de communication (smartphones, réseaux sociaux, etc.)
- les acteurs de la politique de cohésion sociale ne parlent jamais de groupes
  - Pas de référence de classe sociale
  - Seulement les « jeunes » ou les « individus »
  - Les jeunes ont des « trajectoires problématiques » et des « jeunes normaux » (réf. travailleur social)
  - Parfois « origine »
- Les relations sociales sont-elles de plus en plus dures ou est-ce l'incompréhension éternelle des jeunes ??

=> *Changement du discours lié à l'individualisation ?*

# VIVRE DANS DES ESPACES DE PROXIMITÉ

- Globalement, les acteurs parlent de quatre thèmes :
    - Entretien des biens communs et l'infrastructure dans les logements et les espaces sociaux
    - Certains jeunes se remontent à côté des « espaces d'agora » (bruit, fumage, ordures, ...)
    - Isolement social
    - Multi-culturalité (vivre les uns à côté des autres dans des sphères séparées)
  - Une forte prise en compte des espaces locaux
    - Situé juste au milieu de deux grandes villes wallonnes (mais pas beaucoup de mobilité vers)
  - Relations entre quartiers parfois plus conflictuels (nouvelles maisons de la classe moyenne à côté d'anciens immeubles de logements sociaux) – proximité spatiale et distance sociale (Chamboredon, 1970)
  - Les gens vivent dans leur municipalité, et encore plus dans leurs quartiers (... anciennes municipalités)
- => Willmott&Young, Family and Kinship in East London, 1957 (Schwartz, Le monde privé des ouvriers, 1992)

# UN TERRITOIRE MARQUÉ PAR LA MIGRATION DE TRAVAIL DANS LES ANNÉES 50-70

- D'une part, les acteurs parlent beaucoup d'une bonne mixité sociale
- L'origine/la culture est toujours un principe organisateur pour les sous-cultures locales
  - Organisations italiennes
  - Organisation turque et kurde
  - Nouvelles églises pentecôtistes
  - Plus tellement catholique
- (cf. Chicago school et le quartier comme intégration (quartier polonais – être le premier dans sa propre culture à continuer plus tard))
- Coexistence multiculturelle, plutôt que interculturelle

# ACTIVITÉS SOCIOCULTURELLES, SPORTS, ARTS

- Animation de la vie culturelle par les pouvoirs publics
  - Concerts, recherche d'œufs, stage d'un mois en été, échanges avec d'autres villes, différentes célébrations/fêtes...
  - Décrit par de nombreux acteurs de la cohésion sociale
- Carnaval
  - Des liens sociaux forts dans toutes les classes sociales
- Activités culturelles individuelles
  - Très dépendant du revenu



ENTRE RECONNAISSANCE ET REDISTRIBUTION



# PAUVRETÉ PERSISTANTE, WORKFARE ET PAS D'AVENIR

- Un travailleur social plus âgé dans le domaine de l'aide sociale :
- *“Il y a des jeunes ici, je dis que leur situation financière est telle que je pense qu'ils vont avoir des ennuis jusqu'à leur décès, jusqu'à leur pension pour ainsi dire. Parce que c'est une situation difficile et je ne sais pas comment nous allons les sortir de là. Cependant, je n'ai pas vu cela au début de ma carrière.”*
- Un autre travailleur social de CPAS raconte la diversification des défis des jeunes d'aujourd'hui en matière de bien-être :
- *" Situations difficiles... maintenant, ils sont multi-problèmes, comme je l'ai dit. Les gens avant venaient avec un problème. Un problème : « Je n'ai pas de revenu ». OK, c'était un problème. Maintenant, il y a un problème relationnel, il y a le problème du logement, il y a le problème de l'énergie, le problème des ressources, pour ne pas parler des addictions... Ehmm c'est multi-facteurs, multi problèmes. Donc, euh franchement, quand nous recevons une nouvelle personne, une première entrevue qui dure une heure - une heure et demie, [...] on se rend compte qu'il faut beaucoup de temps, beaucoup d'interviews pour comprendre cela, ... commencez quelque chose avec la famille. La famille est déjà si loin qu'elle ne perçoit même plus de problèmes"*

# COORDINATION ET COLLABORATION

- Tous les acteurs interrogés sont submergés par les défis à leur niveau
  - Pas assez de temps, ni de ressources
  - Dépassé par la persistance de multiples situations précaires
  - Ni pour bien faire leur travail
  - Ni pour engager d'autres formes de collaboration
- => Uniquement collaboration formelle
- Une sorte de « pas d'avenir/no future » – le gouvernement doit stimuler le développement économique
  - La continuité de la société de la classe ouvrière, toutes les réalisations dans le passé ont été faites collectivement
  - De nos jours, l'individualisation
- SEN, CASTEL ou BECK
- Fortes vulnérabilités sociales et manque de leviers pour réellement s'attaquer aux droits sociaux
- La tendance actuelle à plus de workfare est minée par la difficulté de proposer de « vraies » solutions pour les jeunes en termes de programmes d'éducation qui mènent à un emploi.

# UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS SOCIAUX?

- Les droits sociaux sont abordés officiellement
  - Redistribution : pauvreté persistante – territoires perdus dans le développement régional ?
  - Même s'il existe des formes de reconnaissance des situations de la population et de leurs enjeux
  - Les dépenses publiques montrent un écart énorme entre les moyens et les nécessités locales
  - Les récentes réformes de la protection sociale ont renforcé la précarité
  - Société industrielle sans travailleurs, mouvements sociaux sans acteurs
- Quels types de transitions sont nécessaires?
  - ⇒ Mobilité
  - ⇒ Développement économique local
  - ⇒ Au-delà de la société du plein emploi
  - ⇒ Quel genre d'activités significatives?



Merci de votre attention !